

Hans Apel, Le choc pétrolier et ses conséquences

Légende: Le 14 octobre 1975, lors du congrès international sur l'énergie organisé à Bonn par la Fondation Friedrich Ebert, Hans Apel, ministre des Finances de la République fédérale d'Allemagne, s'exprime sur les causes et sur les conséquences de la récession économique mondiale.

Source: APEL, Hans. Reden und Interviews. Band 4. Bonn: Bundesministerium der Finanzen, 1976.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/hans_apel_le_choc_petrolier_et_ses_consequences-fr-afe99e1a-5633-45f6-9859-5e30e4e1820b.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Le choc pétrolier et ses conséquences

Causes de la crise économique mondiale

Incontestablement, la multiplication soudaine par quatre du prix du pétrole à la fin de 1973 a fait vaciller l'équilibre économique mondial et a aggravé la récession. Cependant, il est inexact de croire que cette hausse subite des prix soit la seule cause de l'actuelle récession mondiale. En réalité, des développements critiques avaient déjà jeté l'économie mondiale dans une situation de déséquilibre économique.

L'effondrement, au printemps 1973, des règles du jeu établies par les accords de Bretton Woods était un signe de ce déséquilibre. Vu les réalités de la politique économique et monétaire, ce système de taux de change fixes, qui avait tout de même marqué 30 années de l'histoire de l'après-guerre, n'était plus tenable. L'exigence, pour ce système, d'une monnaie de référence forte, dont la stabilité ne fait aucun doute, rôle que le dollar américain avait pu assumer sans conteste après la guerre, ne pouvait plus guère être remplie – notamment à cause des complications au Vietnam. Les déséquilibres se sont multipliés et ont fini par prendre des formes dramatiques. Pour les pays excédentaires, le potentiel de liquidité internationale existant était un risque permanent d'importation supplémentaire de l'inflation. Pour ne pas devoir réévaluer leur monnaie, ils devaient acheter des devises. Au niveau national, ce gonflement massif ne pouvait être combattu que de manière insuffisante par une politique de contraction du crédit.

Par ailleurs, d'autres partenaires commerciaux occidentaux souffraient de la perte massive des devises internationales dont ils avaient besoin, parce qu'ils n'étaient pas en mesure de maintenir sous contrôle l'évolution des prix au niveau national. Cela n'avait toutefois aucune influence directe sur le système des taux de change fixes. Dans ce système, même la fuite des réserves en devises n'exigeait encore aucune discipline nationale puisque, simultanément, la liquidité internationale avait été développée si massivement au cours de ces années que, dans un premier temps, les acteurs du commerce mondial n'ont pas rencontré de problèmes urgents.

La conséquence a été une inflation mondiale sans précédent dans l'histoire, à laquelle presque aucun pays occidental n'a pu échapper. Dans les années qui ont précédé l'explosion du prix du pétrole, seuls quelques pays avaient eu le courage de lutter contre l'explosion inflationniste. Cependant, en raison de la relation directe entre les monnaies, leurs efforts étaient sans cesse réduits à néant par des influences externes. Les efforts déployés avant 1973 en Allemagne dans le cadre de la politique conjoncturelle pour échapper à cet enchaînement, sous forme de mesures nationales et de coopération internationale, sont encore dans toutes les mémoires. Les mesures nationales n'ont toutefois pu porter leurs fruits que lorsque la politique conjoncturelle nationale a gagné en force et en efficacité suite à l'abandon du système de Bretton Woods et à l'introduction de taux de change flexibles. La protection extérieure de la politique conjoncturelle allemande remonte donc à 1973 seulement. Vu le niveau de stabilité des prix atteint chez nous, sa réussite est aujourd'hui manifeste.

Passage aux cours «flottants»

Nous savons tous que le passage au système des taux de change flexibles s'est dans l'ensemble déroulé beaucoup mieux qu'on ne l'avait craint au départ. D'un autre côté, on ne peut pas ignorer que ce système des taux de change flexibles, auquel je ne vois pour l'instant aucune alternative réelle, crée des problèmes supplémentaires. Quarante pour cent environ des exportations de la République fédérale d'Allemagne sont destinées à des pays du système monétaire européen avec lesquels, grâce au mécanisme du «serpent monétaire», nous avons des taux de change fixes mais adaptables. Des exportations d'une valeur d'environ 140 milliards de DM sont destinées en revanche à des espaces économiques qui possèdent une monnaie flottant librement ou dont la monnaie connaît des changements fréquents. Ainsi, un changement de 1 % du taux de change du mark allemand par rapport aux partenaires commerciaux de ces espaces économiques signifie en principe un gain ou une perte de rentrées de quelque 1,4 milliard de DM pour l'économie allemande d'exportation. Or, depuis le début de l'année, les changements du rapport DM / dollar avoisinent les 10 %.

Cela montre combien le système des taux de change flexibles implique des risques supplémentaires pour le commerce mondial, risques que même les opérations à terme les plus élaborées ainsi que d'autres mesures de garantie des cours ne parviennent pas à éliminer. C'est pourquoi la revendication d'un retour progressif à des taux de change fixes est compréhensible. Cependant, à l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen d'approcher cet objectif dans le cadre du FMI tant que la politique économique et monétaire des principaux partenaires commerciaux à l'échelle mondiale reste aussi contrastée. Par exemple, des taux d'inflation actuellement supérieurs à 25 % en Grande-Bretagne et proches de 6 % en Allemagne ne permettent tout simplement pas un rapport fixe livre sterling / DM. Un système de taux de change fixes exige de tous les partenaires une volonté d'adopter un comportement symétrique et concerté également dans le domaine de la politique économique et monétaire nationale, ainsi que le respect des règles de jeu du système. Nous ne devons toutefois pas perdre de vue l'objectif d'un retour à des taux de change plus stables. Nous soutenons donc activement tout ce qui nous rapproche de cet objectif et qui ne soit pas un miroir aux alouettes ou qui implique un risque de nouvelles crises monétaires. C'est pourquoi il est tellement important de poursuivre dans la voie pragmatique du développement progressif du système d'union monétaire européenne, avec ses taux de change fixes mais adaptables, qui a fait ses preuves. C'est la raison pour laquelle le gouvernement allemand insiste pour que la Suisse soit autorisée à adhérer à ce club monétaire.

Répercussions du choc du prix du pétrole

L'explosion du prix du pétrole a secoué l'économie mondiale alors qu'elle se trouvait dans une phase de grande instabilité et à un moment où les principaux partenaires commerciaux menaient des politiques économiques de plus en plus divergentes. Elle a renforcé cette instabilité, comme la goutte d'eau qui finit par faire déborder le vase. Au fond, c'est seulement le choc du prix du pétrole qui a clairement mis en évidence les contours d'un déséquilibre mondial préexistant. En disant cela, je ne veux pas minimiser l'importance du prix du pétrole pour l'économie mondiale, mais je veux montrer que ce serait une erreur de ramener les causes des difficultés que nous connaissons actuellement à la seule hausse du prix du pétrole. La récession aurait eu lieu même sans le choc du prix du pétrole. Néanmoins, sa durée et son intensité sont déterminées par la hausse massive du prix de l'énergie et par l'évolution future du prix du pétrole.

Il y a 12 mois à peine, nous avons compté avec une balance des paiements excédentaire de quelque 60 à 70 milliards de dollars des pays exportateurs de pétrole. Face à eux, les pays industrialisés devaient présenter un déficit de 35 milliards de dollars et les pays en voie de développement un déficit de 30 milliards de dollars. Ces perspectives menaçantes pour l'économie mondiale n'ont pourtant pas eu, ni en 1974 ni en 1975, de conséquences graves pour le commerce extérieur de l'Allemagne, qui auraient entamé nos réserves en devises. Même si l'excédent en devises des pays de l'OPEP avait eu les proportions initialement prévues et s'il avait été utilisé essentiellement pour investir dans le potentiel industriel des pays de l'OCDE, cette somme n'aurait finalement représenté que 10 % des investissements bruts des pays de l'OCDE.

La profonde récession et la nécessité d'économiser l'énergie induite par la hausse de son prix ont eu pour conséquence, avec l'augmentation inattendue et marquée des importations des pays pétroliers, que les déficits des pays industrialisés occidentaux n'ont pas atteint l'ampleur attendue. Les excédents des pays pétroliers seront plus faibles (FMI: 50 milliards de dollars); la situation de la balance des paiements des pays industrialisés paraîtra bien meilleure (déficit de la balance des paiements courants de quelque 10 milliards de dollars), celle des pays en voie de développement sera plus mauvaise qu'on ne le craignait (35 milliards de dollars de déficit). L'aggravation redoutée de l'insolvabilité de certains pays industrialisés occidentaux ne s'est donc pas produite.

Mécanismes d'aide internationaux

L'effondrement des pays industrialisés dont on a tant parlé n'a pas eu lieu parce que la coopération monétaire internationale a fonctionné étonnamment bien à tous les niveaux. Indépendamment des accords bilatéraux, il n'était donc pas vain de profiter des 12 derniers mois pour créer au sein de l'OCDE, de la CE et du FMI une série de mécanismes d'aide qui ont tous pour objectif de combler et de financer les déficits de la balance des paiements imputables au prix du pétrole. Grâce à ces mécanismes d'aide, on dispose de 25 milliards de dollars américains auprès de l'OCDE, de 3 milliards de dollars auprès de la CE et de 9 milliards de dollars

auprès du FMI pour surmonter les déficits aigus de la balance des paiements de certains partenaires commerciaux, qui mettraient en péril le libre commerce mondial.

Même si nous espérons ne jamais devoir recourir à ces possibilités, il n'est absolument pas exclu que ces mécanismes doivent un jour entrer en action. Nous ne savons pas la tournure que prendra le redressement économique qui s'annonce. Nous ne savons pas non plus quelle sera sa vigueur. On peut donc difficilement se risquer à des déclarations au sujet de l'évolution de la consommation énergétique qu'il entraînera. Mais malgré la consommation d'énergie relativement restreinte en ce moment, nous ne devons pas renoncer à notre objectif de donner également à long terme la priorité absolue à une consommation modérée d'énergie. Par ailleurs, nous devons également développer nos efforts pour exploiter de nouvelles sources d'énergie. Cependant, on ne peut pas exclure que, lors de la prochaine reprise, certains partenaires commerciaux éprouvent des problèmes de financement à cause de leur facture de pétrole.

Il me paraît toutefois important de ne pas méconnaître, malgré la profonde récession actuelle, les risques associés à l'inflation mondiale. Bon nombre des problèmes structurels aigus de l'économie mondiale sont masqués par de fortes hausses de prix, mais ils restent présents. Dans la lutte coordonnée à l'échelon mondial contre la récession, nous devons déjà penser à l'étape suivante. Vaincre la récession en ouvrant partout les vannes de l'inflation n'est pas une solution. Une telle approche porte en elle les prémises de l'échec suivant.

Les pays en voie de développement se trouvent d'ores et déjà dans une situation économique intenable, du moins ceux qui ne sont pas exportateurs de pétrole brut, ni de matières premières dont le prix augmente. De nouvelles obligations incombent ici à la communauté internationale. Je ne souhaite pas entrer dans l'aspect moral de cette question. Mais le simple intérêt propre de tous les acteurs du commerce mondial nous oblige à accorder à ce problème une attention beaucoup plus grande que par le passé. Les pays en voie de développement aussi sont nos clients. Et l'effondrement total de leurs marchés et de leur pouvoir d'achat ne peut pas laisser indifférents les pays industrialisés. D'un autre côté toutefois, nous savons aussi que ce sont actuellement surtout les pays en voie de développement qui font les frais de la récession mondiale. Leurs exportations de matières premières et de produits semi-finis vers les pays industrialisés constituent une part essentielle de leurs revenus. L'effondrement des prix et des volumes écoulés a des conséquences dévastatrices dans ces pays. Cette interdépendance met clairement en évidence l'intérêt primordial que les pays en voie de développement doivent eux aussi porter à la stabilisation de la conjoncture mondiale.

À la prochaine conférence des pays producteurs et consommateurs de pétrole, les problèmes des matières premières et du développement seront examinés avec la même attention que les questions énergétiques. En parallèle, dans les organisations existantes, nous nous efforçons d'utiliser les moyens à notre disposition pour soulager les pays en voie de développement, et en particulier ceux qui sont les plus touchés par la hausse du prix du pétrole. Précisément pour les pays en voie de développement exportateurs de matières premières, l'aboutissement des travaux sur la modification de l'accord du FMI revêt la plus grande importance matérielle.

Nouvel accord en vue sur le FMI

Il y a quelques semaines, à Washington, nous sommes parvenus à un large accord sur la question des quotas et de l'or. La hausse des quotas de 32,5 % ouvre une nouvelle marge de manœuvre pour l'octroi de crédits par le FMI, ce qui profite aux pays à faible balance des paiements. Elle renforce en outre l'influence des pays pétroliers en doublant le poids de leur vote. Au sujet de l'or, tous étaient d'accord pour dire qu'à l'avenir les banques d'émission devaient être libres aussi d'en acheter; jusqu'à présent, les règles de droit en vigueur ne les autorisaient qu'à vendre. Les pays du groupe des Dix s'imposeront eux-mêmes certaines restrictions pour leurs achats et leurs ventes d'or. L'ensemble des réserves d'or de ce groupe de pays, y compris celles du FMI, ne doit pas augmenter avec ces transactions sur l'or, du moins, pour l'instant, pas pendant une période de 2 ans. Cette approche est conforme à l'objectif général d'une démonétisation de l'or. Pour l'instant, nous ne voulons disposer que d'une partie des réserves d'or du FMI, qui, au cours officiel actuel, s'élèvent à quelque 6,5 milliards de dollars. Un sixième de l'or doit être restitué aux pays membres proportionnellement à leur quota et un sixième doit être vendu sur le marché ou à des autorités monétaires centrales. Le revenu des ventes d'or, de l'ordre de 2,5 milliards de dollars, doit être utilisé au profit des pays en voie de

développement, et en particulier des plus pauvres d'entre eux. Nous envisageons de créer un fonds fiduciaire, adossé au FMI, qui recevrait la différence entre la valeur officielle et la valeur marchande, et qui transmettrait ces montants aux pays en voie de développement sous la forme de facilités de crédit et de réductions des taux d'intérêt, en relation également avec une éventuelle stabilisation des recettes. Nous examinons également la possibilité de financer, à l'aide des gains de l'or, un fonds de bonification d'intérêt pour certains crédits de la Banque mondiale, ce qu'on appelle le 3^e guichet de la Banque mondiale. L'essentiel demeure toutefois que les décisions de principe prises à Washington soient transposées le plus vite possible en une politique concrète. Nous devrions être en mesure de prendre les décisions correspondantes au plus tard début 1976, à notre prochaine réunion.

Une plus grande coopération internationale s'impose

Et maintenant? Dire que nous avons besoin de beaucoup plus de coopération internationale qu'il n'y en a eu jusqu'à présent est un truisme. Même les pays exportateurs de pétrole reconnaissent qu'une hausse effrénée des prix du pétrole brut est contraire à leurs propres intérêts. La récession et les remous sociaux qui en résultent ne peuvent pas être circonscrits. Ils s'étendent comme un feu de brousse et donnent à des difficultés et à des problèmes déjà existants des proportions qui dépassent le seuil du contrôlable. Si nous ne voulons pas sombrer dans un tel gouffre, il faut absolument que le dialogue entre les producteurs et les consommateurs de pétrole reprenne sur un plan thématique aussi bien que géographique plus large. On se comprend mieux quand on se parle.

Par ailleurs, à l'avenir, nous devons parvenir à un minimum de concertation dans la politique monétaire mondiale. Nous connaissons encore longtemps des taux de change flexibles. Par conséquent, la coopération politique et la volonté politique des responsables remplaceront les réglementations fixes et connues de tous. Le système monétaire mondial actuel exige des responsables politiques une activité accrue et non moindre, une compréhension plus poussée et non moindre des interdépendances de l'économie mondiale, une prise en compte plus poussée et non moindre des partenaires.

Mais nous devons comprendre également que des projets unilatéraux, répondant à nos intérêts nationaux à court terme, ne nous feront pas avancer. Ceux qui croient pouvoir résoudre rapidement leurs problèmes propres par une amélioration drastique des exportations de matières premières ou de pétrole brut, ou par une restriction sévère des importations en provenance d'autres pays, se trompent. C'est pourquoi nous appuyons expressément les débats sur la stabilisation des revenus et nous avons apporté notre contribution dans ce sens. Mais ceci ne veut pas dire qu'il faille élaborer des structures qui ne soient pas solides. S'il y a une chose que les crises monétaires mondiales de plus en plus nombreuses de ces dernières années nous ont apprise, c'est qu'on ne peut pas mener longtemps une politique qui s'oppose aux forces du marché.

La RFA et sa responsabilité

Enfin, au cours des prochaines décennies, nous serons confrontés à la question des nouvelles sources d'énergie et de la garantie de l'approvisionnement énergétique du monde. L'explosion du prix du pétrole a été un choc pour nous. Et il faudra encore un bout de temps avant que nous ne l'ayons digérée. Elle nous a toutefois montré de manière spectaculaire que l'avenir de l'humanité dépendra en grande partie de notre capacité à couvrir la demande croissante en énergie à des prix soutenables. L'économie de marché à elle seule ne peut pas le garantir. Il faut une prévision et une planification nationales et internationales des pouvoirs publics et de l'économie. À l'échelon national, le gouvernement allemand a adopté un ambitieux programme énergétique. Nous devrions accepter que l'énergie soit vendue autant que possible à des prix qui reflètent correctement le degré de pénurie à longue échéance des différentes sources d'énergie. À court terme, ceci peut certainement peser sur les consommateurs. Cependant, à longue échéance, une telle politique des prix, associée à des efforts pour développer de nouvelles sources d'énergie, peut contribuer de manière non négligeable à maintenir à long terme aussi le niveau de bien-être dans les pays occidentaux et à l'élargir à un nombre de personnes de plus en plus élevé. Dans notre pays et dans le monde entier, trop de choses dépendent de l'approvisionnement en énergie pour que nous puissions nous permettre de rester sans rien faire dans ce domaine.

La RFA porte une lourde responsabilité pour l'avenir de l'économie mondiale.

Nos mesures massives pour stabiliser la conjoncture intérieure ne sont pas restées sans effet. Nous avons réussi à stabiliser la demande intérieure, ce qui a également eu des répercussions positives sur nos importations. Au cours des sept premiers mois, elles ont augmenté de 1,4 % en valeur réelle par rapport à 1974. Parallèlement, le volume de nos exportations a diminué de 12,7 % en valeur réelle. En 1974, pour la même période, la situation était exactement inverse. Les importations avaient baissé de 2,6 % en valeur réelle par rapport à 1973. Les exportations progressaient de 17,3 %. Or, cela montre clairement que nous n'exportons pas nos problèmes, bien qu'ils soient en grande partie dus à la récession mondiale. Nos mesures pour stabiliser la conjoncture intérieure sont d'ailleurs conçues de telle façon qu'elles favorisent également la nécessaire reprise mondiale et nous permettent, conjointement avec nos partenaires, de faire face à notre responsabilité pour l'avenir de l'économie mondiale. Nous voulons continuer à assumer cette responsabilité. Nous avons également mis nos réserves de devises au service du règlement de problèmes urgents.

Comme nous l'avons montré par nos participations bilatérales et multilatérales à des mécanismes internationaux de financement, nous sommes prêts à prendre des engagements financiers pour assumer cette responsabilité. Par le biais de financements directs, de l'octroi de garanties et de l'ouverture de lignes de crédit, la RFA a participé à toutes les actions financières de solidarité.

Dans le fonds de soutien financier de l'OCDE, nous avons apporté près de 7,5 milliards de DM, soit la deuxième contribution la plus importante derrière les États-Unis. Dans l'emprunt de la CE, nous assumons jusqu'à 1,5 milliard de DM du montant de l'emprunt communautaire. Dans le cadre des mécanismes de soutien de la CE, nous pouvons être sollicités à hauteur de 10 milliards de DM. Nous avons participé à raison d'un peu moins de 1 milliard de DM à l'initiative du FMI dans le domaine du pétrole. Et, par ailleurs, la Bundesbank a conclu des accords d'échanges financiers (swap) à concurrence de près de 7 milliards de DM. Ces chiffres montrent sans équivoque possible que la RFA est prête à s'engager sur la scène internationale, même au prix de sacrifices financiers. Nous sommes au premier rang des pays qui contribuent à une plus grande solidarité internationale et une plus grande aide mutuelle. Notre attitude est toutefois dictée également par nos intérêts nationaux. Notre prospérité et l'activité de notre économie et de ses travailleurs dépendent de l'évolution du commerce mondial et de son libre déploiement. Mais ceci vaut tout autant pour tous nos partenaires.

Nous continuerons à assumer notre part de responsabilité. Ce que nous ne pouvons pas faire et ne ferons pas, c'est promettre plus que ce que nous pouvons réaliser et donner. Cela ne servirait d'ailleurs à personne. Les faits sont suffisamment graves. Relever les défis des années qui viennent demande une bonne dose d'imagination et de volonté politique.

Nous n'avons aucune raison de nous résigner.